



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

VENDREDI 3 MAI 1974
NUMERO 9 - 1 Fr
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

BAS LES MASQUES !

Même « Le Figaro » s'en est ému après le meeting de Nice !

Faut dire que le Valéry, aux bonnes manières du grand monde, trimballe dans ses valises une sacrée collection de supporters et de gardes du corps. Soustelle, Médecin, le maire de Nice, qui a quelques placements à l'extrême-droite; les ex-OAS Sergent et Dupont; les nerfs d'ON et du GAJ, réunis pour la circonstance; l'inévitable mercenaire Le Cavalier. Et bien d'autres, moins en vue dans les basses besognes. L'hebdomadaire d'extrême-droite Minute, un moment tenté par la candidature Royer, a vite rectifié le tir: le cheval étant mauvais; pour l'heure, la vraie droite, c'est Giscard.

Paraît qu'au début de la campagne il avait eu ce mot original: « Dis moi qui te soutient, je te dirai qui tu es ». Nous voilà édifiés.

C'est toute la vieille droite qui refait surface, celle des grandes familles, des guerres coloniales, bardée de médailles et de tricolore. Celle qui a enfoui ses scandales dans les sables de Panama, et les rizières du Tonkin.

Depuis le démantèlement de l'OAS, les barbouzes gaullistes tenaient le haut du pavé. L'extrême-droite n'avait pas réussi à percer, à sortir de la marginalité des côtes amères, des rédacteurs de mémoires, et des groupuscules minoritaires.

Avec Giscard, il y a des places à prendre pour tous les revanchards. C'est l'occasion de rentrer par la grande porte. De prendre en marche un train déjà lancé.

Ce n'est plus la droite « sociale » de de Gaulle, qui cache ses attaches de classe derrière la fumée de la participation. C'est une droite fière de ses généalogies, flattée de ses particules. Une droite pour qui l'ouvrier a toujours été l'ennemi, pour qui le coron, la banlieue, le bidonville, sont un autre monde. Pour qui les familiarités, les promiscuités héritées de la résistance constituent une dérogation.

Avec Giscard, le tricolore penche vers Thiers et vers Vichy. Les affinités atlantistes sont revendiquées.

Michel Sardou pourrait remplacer Druon au ministère de la culture.

L'Union de la Gauche fait peur à la bourgeoisie. Quoi d'étonnant à ce qu'elle réponde en serrant les rangs, en rassemblant l'union de la droite, de la vieille droite qui a des idéaux et des principes.

Au moins, les travailleurs sauront qui ils ont en face.

DERRIERE GISCARD: L'UNION DE LA DROITE

« Dis-moi qui te soutient je te dirai qui tu es... »

Giscard le 16 avril 74

GISCARD A LA BARRE!



(P. 4) AUJOURD'HUI
ROUGE EN PROCES
OUI, LE PEN EST
UN TORTIONNAIRE!

DEMAIN

Le Quotidien Rouge
daté du samedi 4,
dimanche 5, paraîtra
sur 12 pages

Les diffuseurs de
province doivent téléphoner
pour passer commande.

LES CANDIDATS DU FRIC...

L'échéance électorale approchant, une frénésie « sociale » s'empare des candidats bourgeois.

A tout seigneur tout honneur : Giscard d'Estaing. Il a épousé, comme nul ne l'ignore plus, Anne-Aymone de Brontès, petite-fille d'Eugène Schneider, le grand maître des forges du Creusot. Son grand-père, J. Bardoux, député très en vue de la III^{ème} République, dirigeait plus d'une demi douzaine de sociétés liées à la banque de l'Indochine : il présidait les « Etains de Cammon », était vice-président de la Cie fermière des Etains d'extrême-orient, etc. Son père Edmond, préside ou administre un grand nombre de sociétés appartenant aussi à la Banque d'Indochine : président de « Société financière pour la France et les pays d'outre-mer (SOFFO) et de deux autres sociétés, il est en même temps administrateur de... 15 autres sociétés, qui vont d'Air-France au Crédit Foncier de l'ouest africain, en passant par la sucrière marocaine et la Thomson-Houston... un véritable internationaliste !

Le frère de Valéry, Olivier Giscard d'Estaing est administrateur de la compagnie I.B.M. France, de Trailor, de Sodico Mac Cann Erikson et de Gibbs Hill France... et est membre du Comité France-Amérique dont le père des deux frères fut... le président de 1964 à 1966 !

Enfin, leur cousin germain, Philippe Giscard d'Estaing est administrateur de Sescosem et de Thomson-Varian...

« Ah, ah, va dire Chaban à la lecture de cet article, c'est ce que

j'ai toujours dit, Giscard est un homme de droite lié au capital ». Oui, cher Jacques, mais voilà la suite :

Jacques Chaban-Delmas, fils d'un administrateur de sociétés et inspecteur des finances, ayant (eu ???) des actions au sein d'une des filiales de Philips Radio-Technique, et P.D.G. de la Société anonyme d'économie mixte communautaire de construction (SAEMICO). Un de ses fils a épousé Diane de Oliveira-Cézar, qui a pour beau-père Roger Martin, l'un des plus grands dirigeants du groupe de Suez-Saint Gobain-Pont-à-Mousson. Il avait, en 1972, pas moins de : deux postes de P.D.G., un poste de vice-président (du conseil de surveillance de Wendel-Sidelor)... et cinq postes d'administrateur (à la société Générale, à l'électricité de France, etc.)

Un autre exemple mérite d'être donné. C'était en 1971, et le ministre des Finances (Giscard bien sûr !) a désigné une commission chargée de proposer des mesures d'amélioration du marché des actions. Présidé par Wilfrid Baumgartner, elle regroupa sept hauts fonctionnaires, très liés aux milieux capitalistes, et huit représentants directs du patronat : Michel Caplain, représentant de la Financière de Suez et dirigeant de quatorze sociétés, Jean Guyot, représentant le groupe Lazard... et neuf autres sociétés, Rémy Schlumberger, représentant le groupe de Neufiez-Schlumberger-Mallet... et douze autres sociétés. On y retrouvait aussi Roger Schultz,

directeur général de la compagnie Thomson-Houston etc.

Plus seulement une politique « au service du patronat », mais une politique des patrons, directement, tout simplement ! Est-ce que ces indications ne sont pas des exceptions ? Les exemples sont trop nombreux pour être tous donnés : on peut parler de l'actuel ministre de la justice, Jean Taittinger, assez lié à la clique Chirac au sein de l'UDR. Sa famille contrôle entièrement le groupe Taittinger qui est le quatrième producteur de champagne en France et un important groupe de l'hôtellerie française (Le Louvre, Lutétia, Cullon, etc.). On a même vu le garde des sceaux venir déloger les grévistes d'un de « ses » hôtels avec la police, il y a moins de trois semaines ! Jean Taittinger est lui-même P.D.G. de l'Extension hôtelière et immobilière

Louvre, de l'imprimerie l'Union républicaine, vice-président de Taittinger compagnie commerciale et vivicole champenoise, etc.

Quant à son frère, Guy, représentant la famille au sein du groupe Worms (il était en 1972, administrateur de la banque Worms et Cie), il a présidé ou administré diverses sociétés d'assurance du groupe La Foncière, La Préservatrice, etc.) et plus récemment, est devenu membre du Conseil de surveillance des Hauts-fourneaux de la Chiers.

On pourrait aussi parler du sourcilieux « gardien de la loi », Roger Frey, industriel ayant de nombreuses affaires en Nouvelle Calédonie, fils d'un inspecteur général de la société Le Nickel, on pourrait aussi parler d'André Bettencourt, plusieurs fois ministre, qui est, dans le privé,

administrateur de la Société L'Oréal, un des principaux trusts mondiaux de produits de « beauté », qui comprend des sociétés et des entreprises dans près de 80 pays, faut-il parler d'Albin Chalandon, qui fut P.D.G. de la Banque commerciale de Paris, puis administrateur, entre autres de la FRANCAREP (Cie franco-africaine de recherches pétrolières) où il fut en même temps que ... feu Pompidou ! Peut-on laisser dans l'ombre Michel Debré, administrateur de deux sociétés (Cie industrielle pour l'Afrique centrale, et les Immeubles de la Pépinière) et, par alliance, lié à François de Wendel.

Mitterrand se vante : « Je n'ai aucune raison de ne pas faire confiance aux capitalistes. Ce ne sont pas, à priori, nos ennemis ».

hausse des prix : DES CHIFFRES EN VOILA !

A écouter les suaves dissertations sociales d'un Giscard d'Estaing, on finirait par se demander si nous vivons bien dans le même pays, dont il est d'ailleurs ministre des finances. Giscard — qui s'offusque qu'on puisse le traiter de menteur — annonce pour 74 une hausse des

prix de 10 %. Or les prix ont monté officiellement de 1,2 % en mars, ce qui fait déjà 4,2 % depuis janvier (à ce rythme, on atteindrait 16,8 % par an !)

Mais même ces chiffres-là — qui sont bien au-dessus des déclarations électorales de Giscard — ne donnent

pas une idée fidèle des problèmes que peuvent rencontrer tous les travailleurs pour boucler leur budget. Voici la variation des prix industriels des produits de première nécessité depuis un an et dans les deux derniers mois. Il suffit de regarder, et de faire ses comptes...

POSTES	AUGMENTATIONS EN POURCENTAGE		
	EN UN MOIS JANVIER 1974	EN UN MOIS FEVRIER 1974	EN UN AN FEVRIER 73 — FEVRIER 74
Conserves de viande	plus 0,8	plus 1,8	plus 26,8
Chocolat	plus 0,5	plus 3	plus 22,6
Margarine	plus 2,7	plus 7,9	plus 39,1
Huile	plus 9,2	plus 9,9	plus 41,2
Apéritifs	0	plus 10,6	plus 15,4
Aspirateurs	0	plus 7,5	plus 15
Savon	plus 0,5	plus 8,8	plus 26,6
Articles de ménage plastique	0	plus 5,7	plus 34,7
Coton à repriser	0	plus 19,1	plus 37,5
Couvertures	plus 1,8	plus 2	plus 27,6
Pansements	0	plus 13,5	plus 16,2
Sous-vêtements	plus 8,3	plus 3,4	plus 21,9
Literie	plus 6,5	plus 4,2	plus 26,6
Stylos	plus 5,2	plus 8,4	plus 26,7



LES HOMMES DE MAIN DE GISCARD

« M. BASSOT est chargé de l'organisation matérielle de la campagne, ce qui comprend bien évidemment le service de sécurité ».

C'est par cette déclaration que la permanence électorale de Giscard d'Estaing espère mettre un terme aux remous suscités par le numéro du Canard Enchaîné du 25 avril et par l'émission télévisée d'Alain Krivine sur les liaisons entre le candidat et les anciens d'Ordre Nouveau. On précise même : « Dans toute manifestation politique, il faut qu'il y ait un service d'ordre. Ce service d'ordre est assuré, en très grande majorité, par les comités de soutien à la candidature du Ministre d'Etat ».

Malheureusement pour les services de Giscard d'Estaing, les révélations — non démenties — du Canard Enchaîné et l'enquête menée par Rouge contredisent leur mise au point.

Y-a-t-il eu, oui ou non, une entrevue entre Hubert Bassot, républicain indépendant, et les dirigeants de Faire Front (ex-Ordre Nouveau) pour mettre sur place le service d'ordre de Giscard ? Si les services de Giscard démentent, comment expliquent-ils :

* que François Brigneau, rédacteur en chef de Minute, ancien dirigeant d'Ordre Nouveau, et actuel membre de Faire Front ait été chargé à Europe N.1, le 27 avril, de contrôler les cartes des journalistes et de faire le coup de poing contre le photographe Elie Kagan ?

* que parmi les gardes du corps de Giscard figure le dénommé Gérard VIVOT, ancien mercenaire et appariteur musclé à Nanterre, arrêté le 12 mars 1971 par la 2ème Brigade Territoriale au siège d'Ordre Nouveau, trouvé en possession de plus d'une tonne de matraques, casques, barres de fer, qui ne sera jamais inquérité par la Justice ? Le même Gérard VIVOT que l'on voit armé devant le Palais des Sports le 9 mars 71.

* que d'après le Point du 30 avril, Gilbert le Cavalier, indicateur de police, ancien dirigeant du service d'ordre d'Ordre Nouveau, impliqué dans l'affaire de l'Etec, figure dans les services de sécurité de Giscard ?

* Comment ne pas parler enfin des antécédents d'Hubert Bassot, qui fonde en 1964 « le Rassemblement de l'Esprit Public » (REP), se rallie en 1965 à la candidature de Tixier Vignancourt, et collabore aujourd'hui avec Giscard avec l'aide d'hommes tels Jean Thiriart, ancien de Jeune Europe, Feltucci, ancien du « Nouvel Ordre Européen », G.A. Amandraz, fasciste suisse notoire ?

Si nous insistons sur la composition du service d'ordre de Giscard, c'est qu'il ne s'agit pas là de coïncidences : c'est un fait politique, qui illustre bien ce que le Ministre des Finances entend par « nouvelle majorité ». C'est un fait politique qui montre à quel degré peut se faire l'imbrication entre les partis de la bourgeoisie et des bandes fac-

tieuses. Chaban Delmas n'a pas non plus les mains propres : on sait que les SAC et les CDR ont eu pour consigne de soutenir sa campagne. On sait que certaines sections de province d'Ordre Nouveau se sont mises à son service. Ce qui n'a rien d'étonnant :

* en 1973, des liaisons sont établies à l'occasion de législatures entre le même Duprat, Alain Robert, Jacques Godfrain (Membre du Bureau Exécutif de l'UDR, chargé de missions à l'Elysée, trésorier des SAC et des CDR) et Henri Jossran (trésorier des CDR) afin de se rendre des menus services (participation de membres d'ON au service d'ordre des CDR, discussion sur les moyens à employer pour faciliter le succès de la droite dans certaines circonscriptions, etc...).

Tous les démentis de Giscard d'Estaing et Chaban ne servent à rien. Il y a trop de preuves, trop de recoupements montrant la répartition des tâches qui a pu s'opérer entre l'extrême droite et la droite classique (UDR, RI). Il n'y a que des naïfs qui pourraient encore s'en étonner.

ON A TROUVE ÇA

Le Canard Enchaîné du 2 mai 1974 poursuit sa série de révélations sur le petit monde pas très propre qui entoure le Giscard au destin national. Le Canard confirme que l'essentiel des troupes de choc de Giscard est composé de nervis d'extrême-droite. Mais le cher Valéry est un éclectique et ne donne pas la préférence à telle ou telle secte

fasciste. Il a déjà recruté les nervis d'Ordre Nouveau et des SAC. Mais les frères ennemis du GAJ se retrouveraient aussi dans le service d'ordre giscardien. Le recruteur serait — selon le Canard — le dénommé Tunc du centre démocrate. A la tête de ce commando, de vieilles connaissances, Jean-Claude Nourry, Michel Janneau, et Michel Bodin. Ordre Nouveau, le GAJ, le Cavalier, il ne manque plus que l'OAS pour que tout ce petit monde soit au complet.

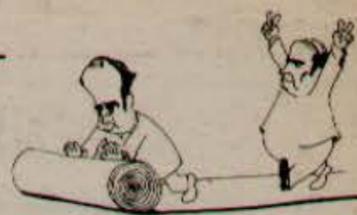
Dans les derniers mois de la guerre d'Algérie, le dénommé Giscard était en contact permanent — selon le Canard Enchaîné — avec l'état-major de Salan par l'intermédiaire de Sergent. Cet ex-capitaine de la Légion, chef d'état-major de

l'OAS-métro, a été condamné à mort pour les crimes perpétrés par l'OAS en France. Ayant fondé le mouvement fasciste MJR, il était rentré en France, amnistié après la visite de De Gaulle à Massu en mai 1968. Aujourd'hui cet individu se pavane — selon le Canard Enchaîné — dans le propre bureau de Michel d'Ornano, secrétaire général des RI, en compagnie de l'ex-lieutenant Claude Dupont, autre « vedette » de l'OAS, et responsable avec H.Bassot du service d'ordre giscardien.

La Canard chiffre le total de ces recrues très « spéciales » à 200 permanents musclés, payés 200 F par homme et par jour. Car l'idéologie c'est pas toujours suffisant pour nourrir son nervi.

Giscard à la barre (de fer).





loin de la commune

« La France plus présente », le slogan électoral est devenu le faux-fuyant central de Mitterrand lors de sa conférence de presse consacrée hier matin aux problèmes internationaux. Sur l'Europe, sur l'Alliance atlantique, rien qu'il n'ait déjà dit ou écrit. Une précision cependant, concernant les ventes d'armes : il s'est créé avec l'Espagne franquiste des liens commerciaux irréversibles ; si Mitterrand exclut l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun et condamne la coopération militaire avec Franco, les ventes d'armes semblent donc devoir continuer puisqu'elles appartiennent au domaine commercial. Seul le Chili de Pinochet est a priori exclu de ce négoce. AEnfin, le camarade Michel Field a posé, une question précise à François Mitterrand : « Depuis 5 ans, les expulsions se multiplient. Des camarades, Daniel Cohn-Bendit, Ernest Mandel et plusieurs dirigeants de la IV^{ème} Internationale sont in-

terdits de séjour. Quelle attitude adopterez-vous par rapport à ces noms précis. Vous engagez-vous à faire respecter le droit de séjour ? » Réponse évasive. Mitterrand rappelle qu'il est hostile à toute entorse à l'idée de la France, terre d'asile.

Mais « il est naturel que l'on refuse que se crée une situation particulière lorsqu'un étranger voudrait se mêler dans des limites à définir à une série de mouvements qui en France prétendraient changer les décisions acquises par le suffrage universel ». Le vague de la formule fait planer la menace, et pas seulement pour les étrangers. Quant aux noms précis de Cohn-Bendit, de Mandel, quant à leur retour immédiat, motus !

On est loin de la tradition de la Commune de Paris qui donnait des responsabilités militaires au polonais Dombrowsky et au hongrois Fraenkel. Loin aussi de la tradition des brigades internationales.

Un véritable gouvernement ouvrier aurait en matière de politique internationale une politique internationaliste. Il retirerait sans délai les troupes françaises d'Afrique et des colonies, arrêterait les ventes d'armes aux dictatures capitalistes et coloniales, retirerait la France du Pacte atlantique, reconnaîtrait inconditionnellement le droit à l'indépendance pour les TOM-DOM, abolirait la diplomatie secrète, ferait de la France une terre d'asile fraternelle pour les militants et organisations ouvriers victimes des persécutions impérialistes et bureaucratiques. Enfin, il opposerait à l'Europe des capitalistes et des monopoles la perspective d'une Europe des travailleurs, des Etats-Unis socialistes d'Europe !

Un gouvernement réformiste, de collaboration de classe, n'aura

en revanche qu'une politique internationale au jour le jour, faite de louvoisements et de compromis. C'est ce qu'annoncent déjà les grandes lignes définies par Mitterrand.

« Brejnev choisirait la datcha ». Son point de départ, c'est que nous vivons encore l'ère de Yalta. Il a coutume d'en donner pour preuve ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie en 1968 après l'invasion du pays par les chars soviétiques : le lendemain même, le président Johnson est parti en week-end dans son ranch sans même songer à intervenir à propos d'un pays abandonné à la zone d'influence soviétique. Mitterrand pense donc que réciproquement, dans l'hypothèse (absurde, dit-il) d'une intervention américaine en France, ou dans l'hypothèse « moins gratuite » qui verrait un quarteron de colonels essayer à Paris un

coup d'Athènes avec les encouragements discrets de la C.I.A. » (prends note, Galley), que Brejnev choisirait un week-end paisible dans sa datcha.

A partir de là, toute politique internationale doit cheminer prudemment, selon lui, sur la ligne d'équilibre précaire établie entre grandes puissances. Ce qui ne laisse guère de place aux grands projets.

Le problème, c'est que la « politique étrangère », comme on dit, n'est que le prolongement de la lutte de classe à l'échelle internationale. Et que, pas plus qu'à l'échelle nationale, la lutte de classe ne tolère de no man's land. On est dans un camp ou dans l'autre.

La somme des positions de Mitterrand le prouve.

1) Sur la question de l'alliance atlantique d'abord. Il écrivait il y a quatre ans à peine : « Je ne sacrifie pas à l'Union de la gauche, les convictions que j'ai sur la sécurité de la France et sur l'équilibre mondial. Mais vous avez tort de placer l'Alliance atlantique et la construction de l'Europe sur le même plan. L'Alliance atlantique, je la supporte, l'Europe je la souhaite... Ceci précisé, je suis tout à fait hostile au retour de la France dans l'OTAN. Beaucoup de mes amis les plus proches me pressent de dénoncer l'Alliance elle-même. Leurs arguments me touchent lorsqu'ils évoquent l'invasion des services secrets, des techniques et de l'argent américains. Mais le neutralisme n'est pas à la mesure d'un pays comme le nôtre. » C'est clairement dit : on ne peut s'offrir le neutralisme, maintien dans l'Alliance atlantique. Et c'est confirmé par la rédaction du Programme commun et encore dans l'intervention au « Monde » de jeudi : « Je ne délaisserai pas le système de sécurité dans lequel nous sommes sans en tenir solidement un autre. »

C'est dans cette optique qu'on juge « très heureuses » les déclarations de Jobert en regrettant que ses actes ne correspondent pas assez à ses dires...

2) Dans la même interview au « Monde », Mitterrand définit d'autres perspectives. « Une plus grande vigilance à l'égard des sociétés multinationales... »

Avec quels moyens ? Si l'on renonce déjà à nationaliser Roussel-Uclaf sous prétexte que cette entreprise est passée à des mains étrangères ? Comment lutter contre les multinationales sans attaquer le capital international, exproprier I.T.T., I.B.M. ?...

« Une reconversion de notre politique de ventes d'armes... ». C'est vague. Quelle reconversion ? Vente d'armes au peuple, aux peuples des colonies portugaises, du Vietnam ? Ou en respectant les engagements pris par les gouvernements antérieurs, pour ne pas nuire à l'économie nationale ? Comme le travailliste Wilson qui livre à Pinochet les navires de guerre promis par Heath ! Il faut sur tout cela des engagements plus précis !

Si Mitterrand définit ainsi sa politique, il convient de rappeler que le P.C.F., conformément à la politique de « détente » chère à Brejnev, en a ratifié les grandes orientations. Ainsi, les rédacteurs du Programme commun ont su appeler la grammaire à la rescousse de la diplomatie, en puisant largement à l'arsenal des négatifs, des conditionnels et des parenthèses. On apprend ainsi que le gouvernement commun « indiquera sa volonté de pratiquer une politique indépendante des blocs militaires », mais en précisant « dans le respect des alliances actuelles de la France » (c'est-à-dire sans la nommer, de l'alliance atlantique). On trouve encore cette formule franche comme un âne qui recule : « ...La France ne s'interdira pas de conclure, si besoin est, aussi bien des alliances défensives que des traités de non-agression. Dans la mesure où

un système de sécurité collective européen l'impliquerait, des forces de l'armée française pourront y concourir... ».

On peut toujours présenter sur le papier la démocratie avancée comme une étape intermédiaire entre capitalisme et socialisme. Cette troisième voie est déjà bien étroite à l'échelle nationale, au point de ne pas exister. Mais quand elle débouche sur l'arène internationale, cette politique explose de contradictions. Il faudrait inventer une démocratie avancée internationale, à mi-chemin entre les peuples indochinois en lutte et l'impérialisme qui les assassine, à mi-chemin entre le peuple chilien martyrisé et les bourreaux d'I.T.T.. Absurde ! Et pourtant, c'est ce que prétend le Programme en rêvant à la dissolution simultanée des blocs militaires, en imaginant une France démocratiquement avancée, rongant pacifiquement l'Europe du capital !

et la reconnaissance du GRP ?

Le programme du PCF, adopté en octobre 1971, réclamait la reconnaissance du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire. Le Programme Commun de Gouvernement, adopté en juin 72, soit 19 mois après la signature des accords sur le Vietnam, s'il défend toujours celle de la RDVN et du GRUNC cambodgien, fait silence sur celle du GRP.

Le GRP et le régime fantoche ne sont pas de même nature. Un véritable gouvernement des travailleurs ne ferait pas balance égale entre eux deux.

A l'heure où l'Union de la Gauche ignore volontairement le problème, ce sera aux militants révolutionnaires de poursuivre la lutte pour la reconnaissance du GRP, représentant authentique de la population sud vietnamienne !

la campagne du PCF

UNE SACREE BOUILLABAISSE

Des dizaines de meetings chaque jour, des tonnes de tracts distribués, des kilomètres de murs placardés, le Parti Communiste a beau faire, on ne le voit pas. Il n'y a guère que Chaban-Giscard pour voir se profiler Georges Marchais derrière Mitterrand, pointant, pourquoi pas, un gros calibre entre les omoplates du berger des Landes. Plus le Parti Communiste se dépense, moins on le remarque. Le candidat commun de la Gauche est devenu le candidat commun de François et de Mitterrand, tandis que le Programme Commun apparaît de plus en plus le Programme Commun de Georges et de Marchais.

Et encore, même de ce côté-là, on a mis la veilleuse. On préfère désormais parler de grandes options fondamentales, d'engagement mutuel et d'assurances garanties.

Le passage du candidat de la Gauche au candidat de tous les Français est déjà largement amorcé, et il paraît stupide de ne voir là qu'une volonté personnelle de Mitterrand. Si celui-ci se dégage et du Programme Commun et de la Gauche pour loucher vers l'électorat de droite, il le fait avec l'assentiment et l'appui du Parti Communiste. Les trémolos tricolores de Marchais sont aussi mouillés que ceux de Mitterrand pour appeler à l'Union Na-

tionale. Ecoutons-le, mardi soir, à Marseille :

« Nous, nous voulons le bien-être pour tous les travailleurs, la liberté pour tous les citoyens, la prospérité et la grandeur pour la nation tout entière. Nous, nous voulons unir, rassembler notre peuple, parce que tous ceux qui le composent ont de grands intérêts communs. Notre mot d'ordre est clair : Union du peuple de France. »

Ce discours n'étonnera que ceux qui ont la mémoire courte. La politique de la main tendue ne date pas d'hier. La différence est qu'aujourd'hui les bras sont largement ouverts. A ceux qui « croient au ciel » naturellement, car « la guerre à la religion n'a jamais servi à rien ». Aux électeurs centristes qui votaient pour des hommes de droite « sans être pour autant des réactionnaires ». Ah ! les braves gens, fallait-il être naïf.

UN AUTRE BORD

Mais, ajoute Marchais, pourquoi « diviser notre peuple en camps ennemis, en factions politiques ». Ces divisions en partis ne reflètent-elles plus pour Marchais des intérêts de classe opposés ? Ou bien faut-il dépasser également la lutte de classes pour promouvoir la « gran-

deur de la France » ? L'appel de Marchais aux électeurs gaullistes semble l'indiquer :

« Il y a dans notre pays ces hommes et ces femmes qui sont gaullistes parce que De Gaulle pour eux incarnait la grandeur de la France, son indépendance et son prestige dans le monde. Sont-ils tellement d'un autre bord que nous ? »

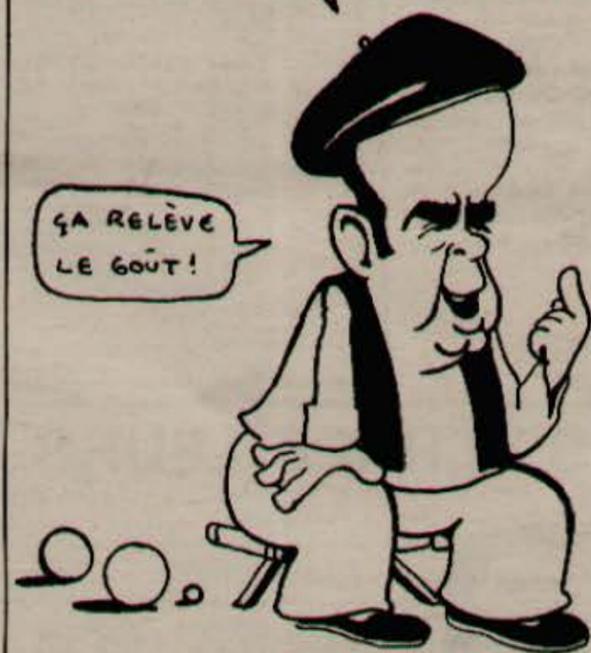
Admirez le « tellement ». Mais ce n'est pas fini : « Nous avons en commun avec eux cette passion de la France, de sa souveraineté et de son rayonnement. » Et Marchais de rappeler la lutte commune contre le réarmement de l'Allemagne, le retrait de l'OTAN, les pieds de nez aux Américains.

Oubliées les onze années où De Gaulle s'est fait le champion du grand capital ? Oublié le « pouvoir personnel » ? Oubliée l'intransigeance devant la grève des mineurs en 1963, oubliées les ordonnances sur la sécurité sociale de 1967 ? De Gaulle n'a jamais attaqué le mouvement ouvrier, n'a pas fait appel à Massu en 1968, n'a pas serré la main à Franco. Non, mais il avait « la passion de la France »...

Mitterrand, ce nostalgique de l'atlantisme, pouvait-il rêver meilleur rabatteur que Marchais pour

LA POLITIQUE, C'EST COMME LA BOUILLABAISSE, ON Y MÊT DES COMMUNISTES, DES SOCIALISTES ... ET MÊME DES GAULLISTES...

ÇA RELÈVE LE GOÛT !



ces voix de gaullistes intégristes, qui, le 19 mai, n'arriveront pas à voter Giscard.

Les rôles sont partagés. Chacun chasse où il peut. Restent à connaître les réactions des militants du Parti Communiste. La perspective

de voir enfin se concrétiser la stratégie frontiste, inlassablement remise en chantier depuis des décennies, est quelque peu ternie par l'effacement du Parti devant Mitterrand. Déjà certains l'appellent François Ier.

La justice va vite... dans certains cas. Nous venons de recevoir à l'instant une citation à comparaître devant le Tribunal Correctionnel, aujourd'hui 3 mai à 13 h, à propos des informations que nous avons publiées sur les activités de Le Pen en Algérie. Le Pen nous demande 100.000 F de dommages et intérêts, ainsi que l'insertion du jugement dans cinq hebdomadaires. Henry Weber, directeur de Rouge, devra comparaître à la suite de l'article paru dans le n° 251 de Rouge, qui exposait un extrait du livre « La pacification » de Haffid Keramane (édition de la Cité, 1960, Lausanne).

Nous publions aujourd'hui des documents tirés du journal Vérité Liberté (n° 20, juin-juillet 62) (1). Les faits qui y sont relatés (l'arrestation par Le Pen d'un veilleur de nuit dans la nuit du 30 au 31 mars 1957, sa séquestration dans la villa « Les Roses », et la torture qu'il y subit) sont repris dans le livre de Pierre Vidal Naquet, « La torture dans la République », édition de Minit, 1972.

Pour avoir rappelé ces faits, uniquement à partir de ces deux ouvrages, Weber et Récanati vont être entraînés devant les tribunaux par Le Pen.

Alors de deux choses l'une : — soit ces faits sont faux, c'est à Le Pen d'en faire la démonstration. Une démonstration bien difficile à établir après les documents que nous publions.

— soit Le Pen nous attaque en vertu de la loi du 22 mars 1962, « portant amnistie des faits commis dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre dirigés contre l'insurrection algérienne » qui en théorie interdirait de relater publiquement des faits antérieurs à cette date.

Mais alors Le Pen devra expliquer pourquoi il n'a jamais attaqué « Vérité Liberté » et le livre de Vidal Naquet, tous deux publiés après mars 1962.

Une chose est sûre. Le Pen a bien torturé en Algérie. Et il fallait que ce soit dit. Comme il fallait dénoncer les activités du général Massu, qui décora Le Pen de la Croix de Guerre le 1er avril 1957. Sans doute pour services rendus à la « pacification ».

(1) Dirigé par Robert Barrat, Jacques Panjel, Paul Thibaud, Pierre Vidal Naquet.



« Le lieutenant Le Pen lui-même faisait fonctionner la magnéto à manivelle »

Commissaire principal Gilles

Dans ce numéro : Des Documents sur le Tortionnaire Le Pen

Vérité Liberté

— NUMERO 20 —
JUIN-JUILLET 1962 -
L'EXEMPLAIRE : 1 NF
ABONNEMENT : 15 NF
SOUTIEN : 50 NF
ITALIE : 3000 LIRE
82, RUE DE LA TOMBE-
ISSOIRE - PARIS - XIV^e

CAHIERS D'INFORMATION SUR LA GUERRE D'ALGERIE

Rapport du Commissaire Gilles

SURETE NATIONALE EN ALGERIE
SECURITE PUBLIQUE
COMMISSARIAT CENTRAL D'ALGER

Alger, le 1^{er} avril 1957.
LE COMMISSAIRE PRINCIPAL
Commissaire Central, par intérim,
de la Circonscription de Police d'Alger,
à Monsieur l'INSPECTEUR GENERAL
de l'ADMINISTRATION EN MISSION
EXTRAORDINAIRE
PREFET D'ALGER — « Police d'Etat ».

Objet : Sévices infligés à un détenu.

★

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'à l'issue de son arrestation et de sa détention, du 8 au 31 mars, par les Parachutistes du 1^{er} R.E.P., le nommé Yahiaoui Abdenou, né le 2 juillet 1938, domicilié 53, avenue Lavignerie, à Kouba, s'est présenté devant moi et m'a déclaré avoir été l'objet de sévices de la part du Lieutenant Le Pen, ou sur son ordre.

En particulier, lors de son arrestation, deux fils électriques furent reliés aux lobes de ses oreilles et le Lieutenant Le Pen lui-même faisait fonctionner une magnéto à manivelle, à l'aide de laquelle il lui envoyait des décharges électriques dans le corps.

En présence de ce même officier, le jeune Yahiaoui fut frappé avec un nerf de bœuf, et il fut attaché nu sur un banc, pieds et poignets liés, et il dut ingurgiter de force une certaine quantité d'eau.

Enfin, il resta cinq jours enfermé dans un « tombeau », trou creusé dans le sol, sans aucun aménagement, et fermé par des barbelés. Plusieurs de ces trous existent, paraît-il, au 74, boulevard Gallieni, où il était détenu.

A la suite de ces cinq jours de « tombeau », il resta dans un local à cette adresse et ne fut plus maltraité jusqu'à sa libération.

Le jeune Yahiaoui est le demi-frère de Khemissi Abderazak, gardien de la paix du Corps Urbain d'Alger, tué par les terroristes, lors de l'attentat du 15 décembre 1956, au poste de police de Notre-Dame d'Afrique, et dont la famille est très honorablement connue et manifeste des sentiments nettement pro-français.

Le lieutenant Le Pen est Député à l'Assemblée Nationale.

LE PEN : Député Tortionnaire

M. Jean-Marie Le Pen est, on le sait, député du V^e arrondissement de Paris et porte-parole du groupe indépendant ; il a été élu au second tour, avec notamment l'appui du Figaro ; notre éminent confrère voyait en lui le candidat anticommuniste le mieux placé pour l'emporter. On sait également que le comportement au volant de M. Le Pen n'est pas toujours très courtois, au point que le Parquet transmet un jour à l'Assemblée nationale une demande de levée d'immunité parlementaire de M. Le Pen, à la suite d'une altercation un peu violente entre automobilistes. Cela fit, à juste titre, sourire. Ce qui ferait plutôt pleurer, c'est que les autorités avaient dans leurs dossiers, depuis 1957, de quoi poursuivre M. Le Pen pour des raisons autrement sérieuses. M. Le Pen est, en effet, un tortionnaire. On savait qu'il avait publiquement approuvé la torture ; on savait moins, bien que le Conard Enchaîné y ait fait plusieurs fois allusion, qu'il l'avait pratiquée. Le F.L.N. l'en avait pourtant accusé (voir Résistance Algérienne du 1^{er} juin 1957, repris dans H. Keramane : La Pacification, p. 35-37, précisant notamment que le lieutenant Le Pen, du 1^{er} R.E.P., infligeait la magnéto à la villa « Les Roses », 74, boulevard Gallieni, et à la villa Susini). Il soumettait aussi les suspects au supplice du « tombeau ». Ces accusations, nous les confirmons. Nous publions ici deux documents irréfutables : l'un est un rapport du commissaire principal R. Gilles, de la ville d'Alger ; il mentionne les traitements qu'infligeait Le Pen au père d'un agent de police musulman Yahiaoui Abdenou, à la villa « Les Roses ». C'est sans doute cette qualité de père de policier de la victime qui avait particulièrement ému la police.

L'autre document est le rapport d'un officier de police, accompagné de quatre témoignages, dont un celui d'un ami personnel de Le Pen, visé à la décharge. Le Pen avait battu et mis au « tombeau » un veilleur de nuit d'hôtel qui s'était permis de lui refuser à boire, à deux heures du matin, alors qu'il était ivre.

Un mot encore : le veilleur de nuit, Ahmed Bouali, porta plainte ; il la retira cependant ; une note du dossier nous apprend pourquoi : il avait reçu de M. Lacoste, en dédommagement, un million sur les fonds secrets.

Ces documents se trouvent en pages 6 et 7

VOUS VERREZ LEURS BINETTES...



FRANCE-INTER

VENDREDI 3 19 h 20

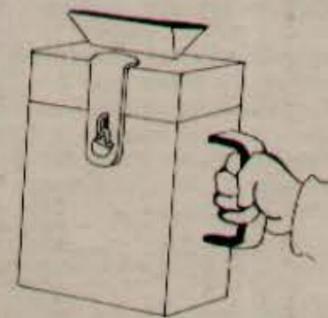
A. KRIVINE (5 minutes)
A. LAGUILLER (5 minutes)

T.V. 1ère et 2ème CHAINES

VENDREDI 3 20 h 35

A. KRIVINE (5 minutes)
A. LAGUILLER (5 minutes)

SOUSCRIPTION



Le « quotidien Rouge » s'est lancé dans la bataille électorale. Sans campagne publicitaire préalable. Sans financement autre que militant. Aujourd'hui, Galley attaque. Les procès menacent. La caisse est visée. Plus que jamais, pour tenir, nous avons besoin d'argent. Un besoin urgent, absolu !
Faites vite !

CHENOT
C.C.P. :

PARIS 4501/42

AVORTEMENT AU GRAND JOUR

A l'hôpital d'Eaubonne, c'est l'ensemble d'un service (chirurgie) qui vient de proclamer ses responsabilités dans la prise en charge des problèmes de l'avortement, parce qu'il y est confronté tous les jours dans sa pratique. Ce manifeste revêt une signification particulière dans la phase actuelle de la lutte pour la libération de l'avortement et de la contraception.

Le MLAC a fait éclater au grand jour la réalité de l'avortement clandestin en démontrant trois choses :

Dès le départ, cependant, une série de questions surgissent dans le MLAC : le MLAC n'a pas pour fonction de gérer les défaillances du circuit sanitaire. Les centres d'orthogénie, nés d'initiatives militantes diverses (Planning, MLAC) se heurtent à des problèmes de crédits et de gestion. Certains centres, pour régler ces problèmes de fonctionnement, font payer les femmes qui demandent une interruption de grossesse, alors que nos revendications insistent sur la gratuité.

avec la responsabilité d'assumer les risques d'avortement par sonde que précisément le MLAC dénonce.

Depuis quelques mois, c'est le personnel hospitalier qui prend position, à l'occasion de cas d'avortements auxquels il doit faire face (par exemple le personnel de l'hôpital de la Cité universitaire en février).

Mais l'initiative d'Eaubonne est la première action d'une équipe hospitalière au complet. Elle témoigne que les hôpitaux sont en pre-



1. l'avortement est le dernier recours de 700 à 800 000 femmes par an en France, parce qu'elles n'ont pas d'autre solution. Moins de 10 % des femmes pratiquent la contraception. Les autres, c'est à dire 90 % d'entre elles, restent sous-informées sur les méthodes contraceptives ;

2. la diffusion de la contraception passe par une solution au problème de l'avortement. Tant que le planning familial a ignoré le problème, il n'a pu toucher qu'une minorité de femmes appartenant à des milieux sociaux privilégiés ;

3. poser la question de l'avortement implique une série de mesures : faire la preuve (dans des circuits parallèles) qu'une pratique différente de la médecine est possible. La méthode Karman (déjà couramment pratiquée aux Etats-Unis, après s'être inspirée des méthodes chinoises) n'est pas seulement une technique d'interruption de grossesse, aseptique et peu douloureuse (aspiration de l'œuf jusqu'à huit semaines) : elle implique des rapports différents entre les femmes qui font la demande et l'équipe médicale.

Le MLAC n'a pas pour fonction de se substituer au circuit hospitalier, mais de dénoncer politiquement son fonctionnement et ses carences.

Autrement dit, il s'agit de poser le problème de l'avortement et de la contraception, libres et gratuits, au cœur même de l'institution hospitalière, tout en démontrant en pratique à travers l'expérience des circuits parallèles militants ce qui est possible.

MEDICINS COMPRIS

Le MLAC développe dès le début des initiatives en direction des hôpitaux. Ainsi la manifestation collective des femmes qui demandent publiquement à l'hôpital (Pitié) d'assumer l'interruption de grossesse qu'elles décidaient.

D'autres interventions ont fait problème : l'initiative de groupes MLAC qui posent eux-mêmes des sondes à des femmes pour mettre le personnel hospitalier en demeure...

mière ligne concernés par le problème de l'avortement. Les interruptions de grossesses à la demande de femmes se pratiquent actuellement dans des services hospitaliers, mais cela reste officieux. Il reste inadmissible d'enterrer cette hypocrisie, qui retombe sur les femmes elles-mêmes, encore confinées de cette manière dans un circuit « clandestin ».

La publication du Manifeste d'Eaubonne doit faire prendre conscience au personnel hospitalier, **médecins compris**, de son rôle propre dans la lutte pour la libération de l'avortement, de la contraception et le droit des femmes à la santé.

Il importe que cette initiative ne reste pas isolée.

D'autant plus que l'introduction du problème de l'avortement au cœur même de l'hôpital met en question la pratique officielle de la médecine et son caractère répressif (rapports médecins-infirmières-« malades »).

DECLARATION DU PERSONNEL

Oui, nous avons pratiqué des avortements dans le service de chirurgie de notre centre hospitalier.

Travailleurs de la Santé dans un établissement public, nous ne pouvons demeurer indifférents lorsque plusieurs fois par mois nous recevons des jeunes femmes qui ont avorté dans des conditions déplorables. Comme par hasard, il s'agit toujours de mineures, de salariées sans ressources ou d'immigrées qui ne peuvent se payer les cliniques du 16ème ou le voyage en Angleterre.

Ce n'est pas aux médecins, juges ou curés de décider si une femme doit ou non mener à son terme une grossesse non désirée.

Alors que la contraception est sabotée en France et ne touche que

les couches privilégiées, le droit à l'avortement libre et gratuit doit être conquis.

Notre action, très limitée par les exigences d'un service de chirurgie générale, a pour but de soulager la misère des plus déshéritées et de témoigner que l'avortement se passe dans les meilleures conditions médicales et psychologiques lorsqu'une équipe hospitalière le prend en charge.

Oui, nous avons fait des avortements et nous continuerons à en faire.

Ce texte a été signé par 78 membres du service de chirurgie (consultation, urgences, hospitalisation, bloc opératoire...).

LISTE DU PERSONNEL DE CHIRURGIE

NOMS

ANDRIEUX	M.-Louise	Agent des services hospitaliers
ASSELIN	Paulette	Agent des services hospitaliers
AVIGNON	Anna	Agent des services hospitaliers
BABASSUD	Mireille	Infirmière
BACQUE	Yolande	A.S.H. Aide-soignante
BAQUIER	M.-Claude	Interne des hôpitaux de la région de Paris
BAUMER	Richard	Aide-soignante
BAUMGARTNER	Nicole	Agent des services hospitaliers
BENTES	Eulalia	Aide soignante
BIHANNIC	Chantal	Aide soignante
BILLARDEY	Colette	Infirmière
BODIER	Nicole	Médecin-adjoint d'anesthésie-réanimation
BOISSEAU	Jeanne	Kinésithérapeute
BREDA	Daniel	Infirmière
BUREL	Lydia	Lingère
CAMOUS	Annie	Panseuse
CASIMIRO	Janine	Infirmière
CLAVEL	Chantal	Panseuse
CLOT	Geneviève	Aide soignant
COHEN	Jacques	Infirmière
COLPIN	Nicole	Etudiant hospitalier
COUSIN	Régis	Infirmière
DEMOULIN	Agnès	Chirurgien assistant
DEMOULIN	Marc	Aide soignante
DENOYELLE	Ginette	Surveillante de consultation
DESVIGNES	Renée	Panseur
DEVE	Claude	Kinésithérapeute
DIEU	Pascale	Etudiant hospitalier
DUBRET	Gérard	Infirmière
DUCHATELET	Jacqueline	Etudiant hospitalier
DURAND	Alain	Lingère
FIDALGO	Maria	Etudiant hospitalier
GALLARD	Sonia	Infirmière
GALLET	M.-France	Surveillante d'hospitalisation
GARNIER	Nicole	Agent des services hospitaliers
GAUVARY	Odette	Infirmière
GAUDIN	Jeanne	Femme de service
GOUD	Jeanne	Aide soignante
GOUX	Marquerite	Infirmière
INSERGUET	N.	Médecin-adjoint d'anesthésie-réanimation
KRIVINE	Jacqueline	Chirurgien chef de service
KRIVINE	Jean-Michel	Infirmière
LAGURI	Maguy	Agent des services hospitaliers
LAMOTTE	Raymonde	Infirmière
LAMOUCHE	Martine	Agent des services hospitaliers
LE BIGOT	Monique	Femme de service
LECLERC	Jeanne	Aide soignante
LEFEVRE	Josiane	Etudiant stagiaire interne
LINDER	Jean-François	A.S.H.
LOPES	Fatima	A.S.H.
MARD	Françoise	Interne des hôpitaux région de Paris
MASQUELET	Alain	Infirmier
MASQUELET	Jacques	A.S.H.
METCHRI	Alina	Secrétaire
MOURARET	Eliane	A.S.H.
MARD	Françoise	A.S.H.
OLIVIERA	Emilia	Aide soignante
PELLEGRINO	Christiane	Etudiant hospitalier
PEYRON	Isabelle	Infirmière
PICHON	Claude	Infirmière
POCHARD	Laurie	A.S.H.
POMMIER	Brigitte	Officière
PRIGAUT	Lucette	A.S.H.
PRISSAINT	Yvette	Médecin assistant anesthésie-réanimation
PY	Yvette	A.S.H.
RIZZO	Consuelo	Infirmière
ROCH	Françoise	Officière
RONSSEAUX	Odette	Secrétaire
SEURRE	Jeannine	A.S.H.
STUTTER	Françoise	Infirmière
THOMAS	Claudette	Aide soignante
THRAID	Pierrette	Infirmière
TRAVERT	Maryvonne	Secrétaire
VERDET	Marie-Denise	Infirmière
VILCOQ	Paulette	Infirmière
WALKER	Raymonde	Officière
WOUZZEZ	Christine	Interne hôpitaux région de Paris
YAFFI	Didier	

RESPONSABLES

Le problème va au-delà encore. Comment les femmes se trouvent-elles en masse acculées à l'avortement pour faire face à une grossesse non désirée ?

Parce qu'on leur apprend à subir leur corps et la sexualité comme une fatalité biologique, de même qu'on leur apprend à subir leur vie dans la passivité et la dépendance.

Rien n'est modifié quand on laisse les femmes avorter seules, dans le drame, la culpabilité et la honte. Le MLAC a cherché au contraire à responsabiliser les femmes qui venaient demander une interruption de grossesse. Les relations entre les équipes militantes du MLAC et les femmes se passent entre partenaires également concernées, également responsables (discussion préalable entre les femmes et l'équipe médicale, information des femmes sur la méthode utilisée, association des femmes et de l'équipe à toutes les phases de l'intervention, le choix ou non de l'anesthésie restant un problème à poser, la « dédramatisation » n'ayant rien d'automatique après des siècles de répression).

C'est de cette manière seulement que la solution d'un problème d'avortement peut conduire à la responsabilité qu'implique l'adoption d'une méthode contraceptive.

publicité

DEUX DOCUMENTS EXTRAORDINAIRES

57.000 exemplaires vendus en 6 semaines

...Un livre dangereux...
LE CANARD ENCHAINE

...Un dossier explosif...
LE NOUVEL OBSERVATEUR

...Tous ces scandales...
MINUTE

...Lisez le livre d'Alain Jaubert...
L'URTE

...Agents secrets et hommes politiques...
LE MONDE

...Explosif...
LIBERATION

...Un livre explosif...
LE PROGRES SOIR

...Toutes les combines...
POULICQUE HERDO

...Quelques gros bonnets...
LE FIGARO

...Langue vie à Alain Jaubert...
LE QUOTIDIEN DU NERBON

42.000 exemplaires vendus en 5 semaines

ITT et les nazis
...ITT et la corruption...
ITT et le chili...
ITT et watergate...
ITT et le chantage économique...
ITT et ses 1000 filiales dans le monde...
...ITT en France...

UN DOCUMENT EXEMPLAIRE

histoire & actualité

ANTHONY SAMPSON

L'ETAT SOUVERAIN

"J'accuse ITT..."

Salvador ALLENDE
ALAIN MOREAU

LA DEUXIEME MANCHE

● Il y a quinze jours, les Lip ont fêté le premier anniversaire de leur lutte commencée le 17 avril 1973. Un an de lutte, et pourtant rien n'est encore réglé. Maintenant la deuxième manche qui s'engage va être aussi dure peut-être que la première, car elle nécessitera une mobilisation d'un an encore, mais une mobilisation plus souterraine et totalement différente.

A PALENTE : L'OFFENSIVE RENTABILISATION

Dans l'usine, 320 personnes ont été réembauchées à Palente. L'usine d'armement de la rue Violet a réintégré les murs. Au niveau des délais d'embauche, l'accord de Dôle est à peu près respecté. Mais Neuschwander, le spécialiste du marketing, tient à se montrer ferme. La main de fer dans le gant de velours, pourrait-on dire. Il veut avant tout réussir ; il veut que la notoriété qu'il a acquise ne se flétrisse pas. Poussé en cela par un conseil d'administration

aux noms prestigieux (BSN, les Grands d'« Entreprise et Progrès »), il veut rentabiliser. L'usine doit tourner. Finies les parties d'affichettes, la réduction des cadences ! Mais les travailleurs qui sont rentrés ne sont pas décidés à se laisser faire, et après avoir refusé toute heure supplémentaire, ils restent vigilants.

ATTENTION, ECOLE !

Quant aux autres Lip, qui seront réembauchés petit à petit, ils vivent en ce moment une drôle d'expérience, dans laquelle ils font un peu figure de cobayes. Après avoir suivi des stages-tampon complètement bidon, ils sont maintenant en cours pour un, trois, six mois, etc., répartis en groupes d'une dizaine dans quelques CET, ayant en principe 30 heures de cours par semaine, ils vont goûter aux joies de l'économie, de la culture générale.

En principe, donc, tout va bien. Ils ont gardé leur local à l'extérieur de l'usine, à la Maison pour Tous de

Palente. Chaque semaine, ils se réunissent en Assemblée Générale pour faire le point de la situation. Mais de nouveaux problèmes se posent surtout au travers de ces cours. Conçus par l'administration comme des bouche-trous, des « en attendant », ils ont pour but caché d'essayer de briser la cohésion des Lip, d'en décourager quelques-uns, qui pourraient finir par s'embaucher comme chauffeurs de cars : avec le nouveau plan de circulation de Besançon, la municipalité cherche des chauffeurs à la pelle et comptait sur les Lip...

Si déjà la décision a été prise et appliquée de ne pas aller en cours le samedi, de ne pas se soumettre au diktat de la direction et des profs, le problème central, c'est : que faire en cours ? Les cours peuvent-ils vraiment nous servir et comment ?

C'est tout le problème de la formation, du rôle de l'éducation, qui est posé là, brutalement, et ce n'est que collectivement que les Lip pourront et devront le résoudre.

Correspondant

cité des Burons

LE REFUS DES IMMIGRES

● « Cité de transit ». C'est ainsi que l'on appelle, parce que les travailleurs immigrés sont censés y transiter à leur arrivée, AVANT QU'ILS NE TROUVENT UNE HLM ; ce séjour est officiellement présenté comme une « période d'adaptation aux habitations modernes ». Ironie ou cynisme ?

ON S'INSTALLE DANS LE PROVISoire

La Cité des Burons à Gennevilliers, ce sont des baraquements en panneaux légers. Il faut y faire marcher le chauffage toute l'année. Pour des F5, ça fait des logements qui reviennent à 600 F par mois. Les gosses y sont vulnérables à toutes sortes de maladie. Rien pour les loisirs, une unique baraque en planche baptisée « magasin », une seule ligne d'autobus. On vit ici, rejeté à 1 kilomètre de la ville, au milieu des terrains vagues et des usines, à côté de la voie de chemin de fer, enfermé par une palissade en ciment. Un vrai ghetto.

Transitoire ? C'est là que sont installées des familles expulsées de logements à Paris. On leur

avait dit : « Vous resterez là un mois ». Ils y sont depuis trois ans.

Transitoire ? Certains sont ici depuis quinze ans à attendre un logement décent. Il y a même quelqu'un qui est inscrit depuis quinze ans à l'office de HLM ! Et quand on s'en va, ce n'est pas toujours pour trouver mieux : certains gosses, mis en bidonville à Nanterre, en sont ici à leur troisième cité de transit.

EXPULSES PAR L'AUTOROUTE

Aujourd'hui, l'autoroute va passer sur le terrain. Ils vont être mis dehors, expulsés vers d'autres cités, à Gennevilliers ou à Villeneuve.

Celle de Villeneuve, bâtie en dur, semble la meilleure. Mais pour avoir le droit d'y accéder, il faut graisser la patte au gérant (500 F c'est le tarif). Et quand on est famille nombreuse, il faut avoir les moyens de payer : comme il n'y a pas de F5 ni F6, la société regroupe deux appartements, faut tout payer en double...

LE REFUS

Au départ, personne dans la cité n'était d'accord pour partir. Tous voulaient des logements décents. Mais petit à petit, certains se sont résignés à déménager. Les raisons : d'abord les menaces de la CETRAFA, la société qui exploite la cité : « Si vous refusez, vous serez mis à la rue ». Il y a aussi l'attitude de la municipalité de Gennevilliers : au début un comité de défense (PC, PS, CGT, CFTD) ; et puis... Les élections sont arrivées : maintenant, ceux de la cité qui vont à la mairie, se font envoyer à la préfecture, qui les envoie à la CETRAFA, qui les envoie à la préfecture... Et puis, dans la cité même, l'Amicale des Algériens en Europe s'est opposée à toute auto-organisation des locataires.

Pourtant il reste aujourd'hui une dizaine de familles qui refusent : refus de la valse des cités de transit, refus de recommencer dans un nouveau ghetto, en reculant encore l'espoir d'une HLM. Sur la lancée d'une pétition, ils se sont réunis et demandent collectivement une entrevue à la municipalité.

une officine patronale illégale de médecins-flics

LA SECUREX AU BANC DES ACCUSES

● Le patronat français est un des plus retors de la planète. Il pratique l'art de reprendre d'une main ce qu'il a été contraint de céder de l'autre sous la pression des salariés. Ainsi la mensualisation pourtant accordée au compte-goutte, lui cause bien des soucis. Elle engendrerait, paraît-il, une augmentation de 2 à 3 % de l'absentéisme. Il n'y a pas de petites économies, seraient-elles gagnées sur la santé des travailleurs. C'est là que SECUREX intervient. Société d'origine belge, elle s'occupe des services médicaux-sociaux, du secrétariat social et pousse son éclectisme jusqu'à la publicité. Elle propose aux patrons, moyennant 100 F par contre-visite de contrôler à domicile les salariés en arrêt de maladie. Comme par hasard une des clauses de la convention collective de la sidérurgie indique que l'état de santé d'un travailleur bénéficiant d'un congé-maladie peut être « dûment constaté par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu ».

Légalement il n'y a que les fonc-

tionnaires de la Sécurité Sociale qui sont habilités à effectuer ces contre-visites. Les jeunes médecins sans clientèle ou les médecins retraités qui acceptent de faire ainsi cette chasse illégale à d'éventuels « tire-au-cul » sont payés 60 F la contre-visite dans la région parisienne et 40 F en province. Admirons au passage le substantiel bénéfice de la SECUREX sur ses employés médecins. Mais l'essentiel est de dissuader les travailleurs qui ne sont pas gravement malades de prendre un congé et de supprimer les indemnités journalières versées par le patron à un ouvrier après un contrôle médical de la SECUREX, serait-il opposé à l'avis du médecin traitant et à celui de la Sécurité Sociale. C'est là que résident les « petites économies » des patrons, notamment de ceux qui sont affiliés à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières qui a passé un contrat avec la SECUREX. Comme ces messieurs ont observé, car ce sont des scientifiques de l'exploitation, que seulement 20 % des

travailleurs en congé de maladie envoyaient les médecins-flics sur les roses et que les 80 % restant se laisseraient faire, cela permettait de récupérer des milliers de journées d'indemnités, 7 à 8000, dit-on, dans le seul bassin de la Sambre. La SECUREX sévit dans le Nord et dans l'Est et vient de s'implanter à Grenoble. L'Ordre des Médecins, ce même organisme réactionnaire qui pousse les hauts cris contre la liberté de l'avortement, a accepté de ratifier le contrat-type pour les médecins travaillant pour des organismes de contrôle privé.

Tous les salariés ne se laissent pas faire et des procès, peu nombreux il est vrai, ont été gagnés en prud'homme. Cependant, SECUREX ne se décourage pas. Ce ne sont pas des révoltes individuelles qui l'arrêteront, mais une action de masse des syndicats dont le but doit être d'interdire SECUREX, officine illégale de médecins-flics.

ils
ne respectent
pas
la trêve



OCCUPATION AUX CABLES DE LYON - CLICHY

■ Après des débrayages la semaine dernière, les câblistes occupent nuit et jour depuis lundi, pour une augmentation de salaire et la qualification de P1.

COMMENT UN PATRON RESPECTE DES ACCORDS

■ Les travailleurs de Caravelair (St-Nazaire) avaient voté la reprise après une lutte qui durait depuis le 1er mars : satisfaction pour le maintien de l'emploi et l'alignement des salaires sur ceux de la région nantaise. Mardi matin, ils trouvent les portes closes, le patron prétendant un réembauchage échelonné pour réapprovisionner les stocks et procéder à un inventaire pendant trois semaines, opération qui durerait un seul jour selon les syndicats ! Il maintient d'autre part les plaintes déposées contre des ouvriers pendant l'occupation, alors qu'il devait les retirer au terme des accords.

Enfin les travailleurs apprennent que Trigano, qui a vendu l'usine de caravanes de St-Nazaire « pour difficultés financières », en crée une à Tournan.

LETRE OUVERTE AU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

■ Monsieur le Ministre,

Nous nous adressons à vous pour vous faire part de la profonde surprise qui a été la nôtre quand nous avons appris par la presse qu'un candidat à l'élection présidentielle — qui prétend porter votre nom et exercer vos fonctions ministérielles — avait, à Strasbourg et ailleurs, exposé les perspectives sociales qui guidaient son action.

(...) Bien sûr, nous sommes prêts à faire la part de l'exagération due à la campagne électorale, mais vous conviendrez avec nous que — si les mots ont encore un sens — ce candidat vous cause un grave préjudice. Il usurpe votre nom et vos fonctions pour avancer des idées et des objectifs qui, nous en sommes certains, ne peuvent être que contraires à ceux qui ont guidé et guident encore votre action.

(...) Nous pouvons vous aider à rétablir la vérité.

En effet, en près de 5 ans, vous avez reçu une seule fois les Fédérations syndicales des Finances, en 1970.

(...) Avec les gouvernements Chaban-Delmas, puis Messmer, vous avez si bien œuvré qu'un salarié célibataire qui gagne 1500 F par mois doit payer 1080 F d'impôt sur le revenu par an, et que, dans votre ministère, plus de 10.000 agents gagnent moins de 1500 F par mois.

Actuellement, aux impôts, vous envisagez de licencier entre 1000 et 3000 auxiliaires, alors que la plupart des services sont surchargés de travail. Vraiment, il n'y a rien de commun entre vous et ce candidat qui déclarait : « Je suis persuadé que les Français modestes savent que j'ai travaillé pour eux ».

Le syndicat CFTD de l'Administration Centrale de l'Economie et des Finances

HISTOIRE D'ENVELOPPES

■ Les professions de foi et les bulletins de vote des candidats, il faut les mettre sous enveloppe. A Rennes, c'est l'Agence pour l'Emploi qui a recruté le personnel avec la promesse du SMIC (et sans doute plus). Une fois le boulot commencé, le vrai chiffre est connu : 4 centimes l'enveloppe, c'est à dire une moyenne de 4 F de l'heure ! Le travail s'arrête et tout le monde décide de revenir l'après-midi pour faire connaître cette rétribution dérisoire. Mais la PJ barre l'entrée de la salle : « troubles de l'ordre public », « perturbation du bon déroulement des opérations électorales » et pour finir ce mot sans appel : « Vous avez marché sur les tables »...

VOTEZ DARBOY !

■ Des négociations sont en cours pour le paiement de la plus grande partie des indemnités.

Mais, à la veille de la date d'expulsion fixée par le Tribunal des Référés, les travailleurs de Darbois invitent toutes les sections syndicales, tous les collectifs de lutte, toute la population à une journée portes ouvertes, dimanche 5 mai de 10 h à 20 h dans les locaux de l'imprimerie, 12 rue d'Alembert. Le thème de cette journée : « Votez aussi Darbois, votez pour le maintien de l'emploi ». Il y aura de la musique, une fanfare, et bien entendu des débats. Il y aura aussi à boire, mais il faut apporter à manger.



LA TENTATIVE DE L'ETAT FORT

● « Nixon a envisagé de payer les maîtres-chanteurs et de leur accorder la clémence », « Nixon a fait verser à Hunt l'argent du silence », « Pourriture morale à la Maison Blanche », tels sont les titres de la presse américaine deux jours après la tentative — avortée — du président Nixon de mettre un terme au scandale du Watergate. D'autre part, la Commission Judiciaire de la Chambre des Représentants a décidé de ne pas se satisfaire de la transcription des bandes qui lui a été fournie et d'exiger du chef de l'Exécutif que lui soient remises les 42 bandes qui avaient été requises. Au même moment, un nouveau conflit semble devoir éclater entre l'Exécutif et le procureur spécial chargé de l'enquête officielle après le refus de Nixon de remettre les 64 enregistrements demandés.

NIXON, LA DERNIERE CARTE

Lundi soir, devant plusieurs millions de téléspectateurs américains, le président Nixon a révélé son intention de remettre à la Commission Judiciaire de la Chambre des Représentants la transcription, expurgée, des deux bandes de magnétophone que celle-ci avait exigée pour déterminer le bien-fondé d'une éventuelle procédure de destitution.

Contrairement à la presse bourgeoise, incapable de dépasser le niveau « scandaleux » de l'affaire du Watergate, il est nécessaire, pour bien saisir les tenants et les aboutissants de la crise qui frappe tout le système politique américain, de resituer « l'affaire » dans son contexte. Le Watergate est survenu à un moment où Nixon, appuyé par une fraction de la bourgeoisie, était en train de mettre sur pied de nouvelles structures politiques, conférant à l'Exécutif un rôle privilégié dans l'appareil d'Etat. Aux élections de 72, Nixon s'était attiré ainsi directement, sans l'intermédiaire du parti républicain, un regroupement politique massif — les forces se regroupant directement autour de l'Exécutif.

Cette opération a été rendue possible par le caractère « lâche » du système à deux partis. En effet, dès 1972, Nixon avait organisé son propre « Comité pour la réélection du président », qui remplaçait le traditionnel Comité National Républicain. Cette manœuvre s'inscrivait dans le cadre de la marche vers l'Etat fort ; le processus de renforcement de l'Exécutif étant accéléré par la débâcle du parti démocrate.

Ainsi, graduellement, Nixon cherche à éliminer tous les intermédiaires entre lui et l'exercice du

pouvoir d'Etat lui-même. Ces intermédiaires, Chambre des Représentants, parti républicain, représentants légitimes des intérêts des différents secteurs de la bourgeoisie, servaient de tampons pour assimiler toutes les pressions contradictoires pesant sur l'appareil d'Etat. En même temps qu'ils quémendaient les faveurs politiques de l'Etat, ils servaient au mieux à représenter sur le plan politique l'ensemble de la bourgeoisie.

Mais l'Etat fort comporte des dangers. Il suppose quelqu'un qui gouverne dans l'intérêt du capital national sans privilégier un secteur particulier de la bourgeoisie. Or Nixon est un politicien très partial qui utilise l'Etat contre ses propres ennemis bourgeois. Si Watergate a eu un tel impact politique, c'est justement à cause de cette partialité flagrante.

« JE SUIS UN PAUVRE COW-BOY SOLITAIRE »

Nixon a peur. Nixon est seul. Ses plus fidèles collaborateurs, tous inculpés, certains emprisonnés, ont été écartés du pouvoir. Dans son propre parti, même les éléments les

plus sûrs commencent à retourner leur veste et à accepter l'éventualité d'une destitution du président. D'autres, déjà, préparent l'avenir — les élections présidentielles de 1977 — en jetant les bases d'une candidature Kissinger face au champion des démocrates : le dernier Kennedy.

Les quatre élections partielles qui se sont déroulées dans les derniers mois ont toutes été perdues par les Républicains. Pourtant, deux d'entre elles se déroulaient dans des bastions qui n'étaient pas « tombés » depuis plusieurs dizaines d'années et au cours de la dernière, le président s'était engagé en personne dans la campagne !

Ce que craignent les grands politiciens des deux partis, démocrate et républicain, c'est qu'à force de tirer sur la corde, celle-ci ne finisse par se rompre, entraînant avec elle l'illusion de la stabilité des institutions américaines. Car il est des crises dont aucune société ne peut se remettre. Les taux de pollution mortels, les conflits raciaux, les crises économiques, la drogue à une échelle de masse, la délinquance et le crime au point que l'on n'ose plus sortir le soir, sont autant de maux dont une société, même agonisante, peut se remettre, pour peu justement que les institutions restent stables. Mais il ne faut pas que le trône vacille, sinon l'empire menace de s'écrouler. Dans les mois qui viennent, Nixon paiera très cher sa tentative avortée d'Etat fort.



Le 1er Mai, dans les rues de Lisbonne.

« SPINOLA SERA LE DE GAULLE PORTUGAIS »

— Déclare Mario Soarès, secrétaire général du P.S.

● Mario Soarès, secrétaire général du P.S. portugais a entrepris une tournée européenne. Dans une interview que publie un quotidien suédois, jeudi, il tire ses propres leçons du premier mai. C'est inquiétant.

Soarès exprime l'espoir que « Spinola sera un de Gaulle portugais ». Lui-même étant une sorte de Mitterrand lusitanien, on est curieux de savoir ce que promet cet intéressant tandem. Voici :

« Il n'existe pas de conflit direct entre Spinola et l'opposition démocratique quant au règlement de la question coloniale, mais les méthodes sont différentes ». Les mouvements de libération des colonies ont clairement affirmé que pour eux les « méthodes » de Spinola c'était tout simplement la poursuite de la guerre et qu'ils ne voulaient pas de sa « fédération portugaise », les manifestants du premier mai ont pour leur part apporté leur soutien aux combattants des colonies. Soarès déclare que Spinola et lui pourront « coordonner » leurs points de vue, certes, mais il est peu probable que cette coordination s'étende aux militants africains. Il faudra choisir.

Autrement dit, de Gaulle et Mitterrand, soit Spinola et Soarès, vont diriger un front populaire pour combattre les « forces économiques ». Lesquelles ? Soarès ne souffle mot des entretiens qu'ont eu

Ce que veut Soarès est clair : « Notre objectif c'est la formation d'un vaste front populaire comprenant libéraux, catholiques et communistes pour combattre les forces

économiques ».

Spinola et Vieira de Almeida, économiste ayant derrière lui une longue carrière bancaire, quasi-ministre des finances de la junte, avec un groupe de représentants des grandes banques.

Si les conclusions que tire Soarès du 1er Mai ne sont pas limpides, elles lui permettent du moins de se dire optimiste. La mobilisation du peuple portugais est effectivement encourageante, encore faut-il ne pas le contenir dans une impasse dangereuse. Le 1er mai n'a pas été une simple manifestation de soutien à la junte. Malgré un accord assez large entre les partis de gauche et la junte pour la préparation de ces manifestations (pour les premiers, le peuple portugais devait montrer sa grande force tranquille, pour l'autre il allait manifester son sens civique) on s'attendait à une sorte d'épreuve de force entre la junte et les partis de gauche au moment où les consultations se multiplient pour la formation du gouvernement.

Cette journée du 1er mai a bien marqué un tournant dans la situation créée par la chute du fascisme, et les partis de gauche se sont trouvés en position de négocier d'égal à égal avec Spinola.

D'autre part, et c'est avec l'ampleur de la mobilisation populaire le fait le plus marquant, si la junte a réussi à se faire discrète, elle n'a pas pu maintenir l'armée en dehors du mouvement. De nombreux soldats et marins n'ont pas cessé de mettre en évidence qu'ils se rangeaient aux côtés des travailleurs.

meetings FCR

VENDREDI 3 MAI

Meeting FCR sur l'immigration
Belleville 20 h
38 rue de Tourville. Paris 20^{ème}
avec Djellali Kamel
un camarade de l'UGTFSF
un camarade du GRS(Antilles).

Paris 1^{er} 2^e 3^e 4^e
Meeting FCR 20 h 30
Ecole 54 rue de Turennes

Le Mans 20 h 30
Salle des Concerts
Place des Jacobins

Perigueux 20 h 30
Salle Mairie de Chauviers (24)

Paris 16 h 30
Lycée Balzac

Nîmes Meeting FCR
21 h. Centre Culturel Pablo Neruda.

Besançon avec A. Krivine
Un membre du comité de grève
banques
20 h Théâtre Municipal

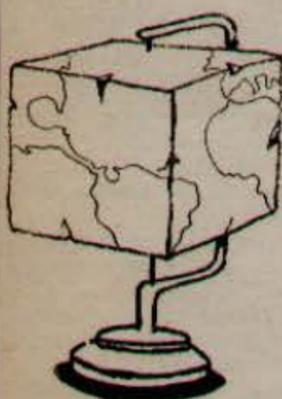
St Cyr l'école 20 h 30
Préau école Jean Macé

Reuil 20 h 30
Ecole Jules Ferry
« Voies de passage au socialisme »

77. Dammarie Les Lys 20 h 30.

20 h 30. Salle Gadois.
St Denis 20 h 30
7 Bd Marcel Sembat

SAMEDI 4 MAI
Perpignan 21 h
Meeting FCR
Hôtel Pams



aux
quatre
coins

GUATEMALA

■ Deux personnes ont été tuées et quinze autres blessées, parmi lesquelles un député du Front National d'opposition, au cours des manifestations du 1er mai mercredi au Guatemala. Le député, grièvement blessé par balles, est l'un des dirigeants de la Confédération du Travail guatémaltèque. Il se trouvait à la tribune d'honneur en compagnie d'autres dirigeants ouvriers d'où il assistait au défilé de 10.000 travailleurs quand, selon un haut dirigeant du parti de la démocratie-chrétienne, des incidents ont éclaté entre les forces de l'ordre et les manifestants.

Le gouvernement a publié dans la nuit de mercredi à jeudi un communiqué dans lequel il impute la responsabilité des heurts au Front National d'opposition !

MEXIQUE

■ Un affrontement entre ouvriers a eu lieu le 1er mai à Cuernavaca (96 km au sud de Mexico) et aurait fait, selon certaines sources, une centaine de blessés.

Un groupe de membres des syndicats jaunes a voulu empêcher le défilé pour protester contre la

présence d'une délégation de la puissante Confédération des Travailleurs du Mexique et a provoqué des heurts. La police en a profité pour intervenir.

ARGENTINE : LE PREMIER MAI

■ A Buenos Aires, place de Maya, 500.000 personnes pour écouter le discours de Péron. Un dispositif policier très important, un filtrage des abords de la place, créaient le climat. De violents affrontements ont fait de nombreux blessés chez les péronistes de gauche.

Le régime de Péron fait de l'intégration corporatiste du mouvement ouvrier, en s'appuyant sur la bureaucratie syndicale, l'axe de sa politique.

Le coup d'Etat de la police à Cordoba, au cœur d'un bastion de la classe ouvrière, a marqué au début de l'année, le durcissement d'un régime soumis à des tensions sociales très importantes.

Cette politique ne va pas sans tiraillements au sein même du mouvement péroniste. Mais l'avant-garde large, massive et combative, ne constitue pas encore un pôle alternatif, clair politiquement, dans le sens d'une rupture avec le péronisme et le réformisme.

L'ITALIE QUITTE L'EUROPE

■ Le petit navire européen faisait déjà eau de toutes parts. Cette fois-ci, il a carrément perdu son pont arrière. Après les dévaluations unilatérales et les flottements en solitaire, l'Italie innove dans la série du chacun pour soi communautaire, elle se lance dans le protectionnisme.

Le gouvernement italien a imposé le dépôt préalable, pour 6 mois et sans intérêt, de la moitié de la valeur des importations, que les marchandises soient européennes ou non. C'est une mesure draconienne qui devrait décourager la plupart des importateurs italiens, c'est donc l'abolition de fait de l'union douanière péniblement acquise en 68 et base du système économique européen.

L'Italie était le second client de la France après l'Allemagne, ses décisions protectionnistes ne vont pas favoriser la relance des exportations... Ni les plans de Giscard d'Estaing qui a mis tous ses espoirs dans cet accroissement des exportations. Les exportateurs français pourraient s'en sortir en aidant leurs clients italiens à verser le dépôt exigé, mais cela leur est interdit par... Giscard d'Estaing (interdiction de prêter des francs à des non-résidents).



armée

LES BONNES OEUVRES DE M. GALLEY

Galley le démocrate, Galley le républicain se met à crier au fascisme lorsque Krivine explique que son armée n'est pas si républicaine, si démocratique que cela. Mais les discours passent et les bonnes oeuvres demeurent. Et de ce point de vue, Galley se distingue comme l'un des artisans les plus acharnés de la militarisation sociale, c'est-à-dire de la préparation d'une armée capable de tenir fermement le manche en cas de conflit sociaux. Dans cette entreprise, la militarisation du contrôle aérien qu'il s'efforce actuellement d'imposer apparaît comme une pièce maîtresse.

Galley, ministre de la guerre ne fait que suivre le fil de Galley ministre des P.T.T. Mais oui, celui qui en mars 1972, imposa le plan Clément Marot et brisa la grève des contrôleurs aériens. Celui, surtout qui a sur la conscience les 68 morts du Coronado, responsabilité clairement suggérée à l'époque par des journaux comme « le Monde » et le « Nouvel Obs » : « Les contrôleurs aériens parlaient très mal anglais, ignoraient les mots code... « Le plan Clément Marot reste... une improvisation » et établie de façon criante par le « Canard enchaîné » qui publia les bandes d'enregistrement des conversations échangées entre les tours de contrôle de Brest et Mont-de-Marsan au moment de l'accident : à 13 h 16, 20 mn après l'accident les contrôleurs militaires de Brest et Mont-de-Marsan recherchaient le Colorado et ignoraient l'accident. A 13 h 26, 30 mn après l'accident, les contrôleurs de Bordeaux demandaient au pilote du Colorado quel était son problème...

Aujourd'hui, Galley récidive. Depuis mars 1972, il a mené sa

barque avec obstination : militarisation des aérodromes de Clermont-Ferrand et Bordeaux affectation de 25 militaires à la nouvelle tour de Roissy.

Actuellement, un décret est en voie d'adoption. Il prévoit la suppression de la Direction de la Navigation aérienne et la création de la Direction générale de l'espace aérien (D.G.F.A.).

A la tête de la D.G.F.A., un fonctionnaire civil doublé par un général de l'armée de l'air. La couleur est annoncée.

La D.G.F.A. relève en principe du ministère des Transports. A ceci près qu'un article du décret dans certaines circonstances particulières, la direction passe aux mains du ministre des Armées. Lequel, dans ces conditions, devient donc le maître absolu d'un corps de fonctionnaires civils.

Inutile d'ajouter que les circonstances particulières en question pourraient bien être au premier chef des grèves de la Fonction publique, contrôleurs aériens inclus.

Inutile de dire ainsi, que lorsque de telles dispositions viennent à être appliquées, il n'y a plus de liberté syndicale.

Surtout, le décret vise à renforcer l'interpénétration des personnels civils et militaires du contrôle aérien. C'est ainsi, que dans l'unique école de l'aviation civile, l'ENAC, commencent à se succéder des promotions de contrôleurs militaires, étroitement encadrés par 5 adjudants et 3 officiers de l'armée de l'air, subissant une formation accélérée en 3 mois (au lieu de 11 pour les contrôleurs civils). On comprend après cela plus aisément les « bavures » du plan Clément Marot.

Aujourd'hui, l'ensemble des syndicats de la navigation aérienne protestent.

« Deux articles du projet sont particulièrement significatifs des dangers que contient la structure proposée.

Il s'agit d'une part, de l'article 8 qui donne autorité à la nouvelle direction sur la formation, l'emploi et l'équivalence des qualifications des personnels civils et militaires et contient donc en germe la généralisation de la mixité à tous les services et, à la limite, la militarisation totale des personnels.

Il s'agit, d'autre part, de l'article 11 qui, par la référence, explicite à l'ordonnance de janvier 1959 sur l'organisation de la défense permettrait à tout moment de placer la direction générale de l'espace aérien et les personnels civils sous l'autorité directe du Ministre des Armées. »

Mais peut-être s'agit-il là encore de ces « fascistes » et autres ennemis intérieurs qui assombrissent tant le moral de Galley...

DECLARATION DU FCR

Rendu furieux par la déclaration d'Alain Krivine à la télévision, l'accusant, preuves en main, de préparer une armée de guerre civile, M. Galley a riposté.

Mais M. Galley ne connaît même pas l'histoire de l'armée dont il est — encore — le ministre, et c'est sans rire qu'il affirme « qu'elle a trop le sens de la légitimité, qu'elle est trop soucieuse aussi de l'unité nationale pour se lancer jamais dans les aventures ».

Sauf que la Vème République est née d'un coup de force de cette même armée en 1958.

Sauf qu'il y a eu le putsch d'Alger en 61 et l'appel même du gouvernement à désobéir aux officiers factieux, c'est-à-dire pratiquement à tous les officiers supérieurs.

Sauf qu'il y a peu, Galley lui-même affirmait : « L'armée est le dernier rempart de la société libérale ». C'est-à-dire par définition, de la société capitaliste. Voilà qui est clair : l'Etat-major acceptera peut-être un changement de personnel au gouvernement, mais pas un changement de société.

« Les vrais fascistes sont ceux qui appellent les soldats à se mutiner contre le gouvernement quel qu'il soit ».

Pour nous, les vrais fascistes sont ceux qui appellent les soldats à obéir aux gouvernements quels qu'ils soient.

C'est du moins ce qu'ont conclu les juges aux procès de Nuremberg.

le quotidien rouge

journal d'action communiste

KRIVINE GALLEY MEME COMBAT ?

Comme chacun sait, Krivine et Galley sont les meilleurs amis du monde et s'entendent comme larrons en foire... pour mettre des bâtons dans les roues à la candidature de la gauche unie.

C'est tout du moins ce que l'Huma a retenu de la réplique tonitruante de Galley à l'émission d'Alain où il fut question de l'armée.

Notamment, l'appel à constituer des « comités de soldats » au cas où Mitterrand serait élu apparaît à l'Huma comme le nec plus ultra de la main tendue à l'ennemi de classe.

Il semble bien que Galley et l'Huma aient au moins ceci en commun qu'ils ne supportent pas l'idée que les soldats puissent se comporter comme des êtres majeurs politiquement et doués de quelque capacité d'initiative que ce soit.

Le PCF court deux lièvres à la fois. Il voudrait que les soldats se tiennent bien tranquilles et acceptent leur statut de sous-hommes jusqu'à ce que la manne du programme commun leur tombe sur la tête. Et il voudrait dans un même temps que l'encadrement de cette armée cesse de se cabrer devant une pers-

pective de victoire de l'Union de la Gauche. Pour cela, il lui promet de laisser intact l'ensemble de ces privilèges.

Nous qui plaçons résolument notre combat du côté de celui des soldats, nous nous permettons d'avoir des doutes. Comme tous ces soldats qui n'ont pas attendu le 19 mai pour braver la répression en défendant leurs droits, ce que n'a fait en aucune manière le PCF.

En de multiples occasions, en Indonésie, au Chili, les staliniens ont montré qu'à l'heure des combats décisifs, ils choisissaient toujours les Prats, jamais les marins de Valparaiso.

L'accès de colère de l'Huma n'est pas fortuit. L'émission d'Alain qui bousculait allégrement quelques unes des certitudes tranquilles du Programme Commun a rencontré un grand écho dans les casernes. En cette heure de grande unanimité électorale, le PCF trouve de très mauvais goût qu'on dise quelques bonnes vérités que les réformistes n'aiment jamais entendre. Et qui parlent aux soldats et à la classe ouvrière.

RUDE JOURNEE POUR LES CREVURES...



Samedi 29, 1ère journée du Salon de Printemps à Strasbourg. Parmi les exposants, un hall entier réservé à l'armée qui y fait admirer ses nouveaux joujous : chars, automitrailleuses, mortiers,...

Aussi les militants antimilitaristes avaient-ils décidé de tenir eux aussi un stand.

Pendant plus d'une heure, des tracts ont été distribués aux visiteurs et aux soldats qui présentaient le matériel. Des prises de parole ont dénoncé :

— l'utilisation de ces armes par tous les régimes les plus réactionnaires,

du Chili au Maroc, en passant par l'Indonésie.

— Le rôle de l'armée française colonialiste.

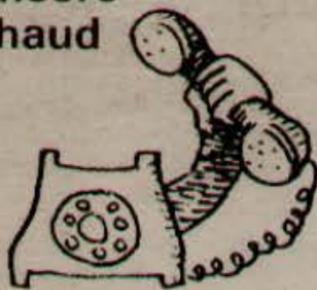
— la mise en place par la hiérarchie d'une véritable armée de guerre civile.

Une banderole à quelques instants flotté sur l'un des chars présentés, vite récupérée par quelques crevures soucieuses de gagner du galon (cf. photo).

Civils, soldats, aviateurs et marins révolutionnaires, un même combat contre l'armée du capital !



encore chaud



PROTESTATION DU PSU

■ Jean Le Garrec, secrétaire national adjoint du PSU, a été reçu aujourd'hui par Poher au Palais de l'Élysée.

A sa sortie, Le Garrec a indiqué qu'il a protesté contre la décision de la Commission Nationale de Contrôle empêchant des militants du FCR d'apparaître dans l'émission d'Alain Krivine. Il a souligné que la commission ayant accepté le passage de ces militants sous le sigle PSU, c'est la seule fois durant cette campagne où l'appartenance politique d'un intervenant figure à l'écran.

Est-ce qu'entre le 1er et le 2ème tour on interdira à Soustelle d'intervenir en faveur de Giscard parce qu'il n'est membre d'aucun parti politique ?

COMITES CHILI

■ Après les 11 condamnations à mort prononcées par les tribunaux militaires de la junte chilienne (cinq militants du PS condamnés pour leurs activités de résistance, six militaires condamnés en raison de leur contact avec l'UP avant le coup d'Etat), le comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien appelle à manifester à Paris

la semaine prochaine pour empêcher l'assassinat de ces camarades.

Il appelle l'ensemble des organisations ouvrières, antifascistes à une riposte large et de masse et tous ses militants à l'assemblée générale de vendredi 19 h.

Mercredi à la Courneuve, une cinquantaine de militants des Comités Chili organisaient une vente de leur journal. Rapidement entourés par le service d'ordre des staliniens, ils doivent bientôt prendre la fuite devant des arguments pour le moins frappants.

CONDAMNATION D'UN MILITANT ANTI-FASCISTE

■ Le 9 novembre dernier, le camarade Jean Malifaud, assistant à Jussieu et membre de la CA du SNESup, était arrêté au volant d'une camionnette : pour répondre aux attaques des nazillons du GAJ contre les facultés de Censier puis de Tolbiac, des militants anti-fascistes essayaient de préparer l'auto-défense des enceintes universitaires, des locaux politiques et syndicaux.

Alors que les bandes fascistes ont pu circuler ce jour-là en toute impunité, saccageant les locaux,

semant la terreur dans les amphithéâtres, utilisant grenades et cocktails Molotov, le camarade Malifaud, inculpé de transport d'armes (casques, hampe de drapeaux), était incarcéré à la prison de la Santé. Une large campagne devait obtenir sa libération provisoire quinze jours plus tard.

La 16ème chambre correctionnelle vient de le reconnaître coupable et l'a condamné à deux mois de prison avec sursis.

Les étudiants, les enseignants, ne pourraient donc d'après cette justice, se défendre contre les exactions des bandes fascistes.

La campagne menée en novembre pour la libération de notre camarade a sans doute pesé dans la décision de la 16ème chambre. Les militants antifascistes sauront s'en souvenir à l'heure où ces bandes armées peuvent redoubler leurs activités.

LA SAINTE ALLIANCE DE L'ORDRE

■ Les bonnes soeurs et patronnes du « Logis Sainte-Claire » à Darnétal, près de Rouen, viennent de vider malproprement une éducatrice. Sans lettre de licenciement ! Sans préavis ! Motif officiel : « manque de disponibilité ». Motif réel : éducatrice enceinte sans alliance ! Ca va voter Royer du côté de « Sainte-Claire » !

le quotidien ROUGE
10, impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82
L'AVENIR GRAPHIQUE
Le directeur de publication : Daniel Bensaid